

Brochure n° 3265

Convention collective nationale

IDCC : 1672. – **SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

ACCORD DU 20 OCTOBRE 2008
RELATIF À LA CREPSA, AU RRP FERMÉ ET AU RAMA

NOR : *ASET0950195M*

IDCC : 1672

Entre :

La fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) ;

Le groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA),

D'une part, et

La fédération des services CFDT (branche assurances) ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le syndicat national de l'assurance, de la prévoyance et de l'assistance
des employés, techniciens et agents de maîtrise (SNAETAM) CFE-CGC ;

Le syndicat national des cadres de l'assurance, de la prévoyance et de
l'assistance (SNCAPA) CFE-CGC ;

Le syndicat national des inspecteurs d'assurances (SNIA) CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)
CFTC ;

La fédération des syndicats du personnel de la banque et de l'assurance
(branche assurances) CGT,

D'autre part,

Vu la convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés
d'assurances du 5 mars 1962 ;

Vu l'article 116 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme
des retraites ;

Vu le décret n° 2007-1897 du 26 décembre 2007 pris pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 116 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 précitée ;

Vu les statuts de la Creppsa approuvés par arrêté du ministère de la santé et de la sécurité sociale du 28 décembre 1979 et enregistrés sous le numéro 350 (mis à jour le 12 juillet 1994) ;

Vu le protocole d'accord du 30 avril 2008 portant réforme des statuts de la Creppsa (transformation en institution de gestion de retraite supplémentaire IGRS) ;

Vu les observations de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam) concernant le protocole d'accord du 30 avril 2008 précité ;

Vu l'article 2.7 de l'annexe I du protocole d'accord du 28 décembre 1995 et de son annexe III concernant l'action sociale de la Creppsa ;

Vu le règlement du régime de retraite professionnel (RRP fermé) en date du 28 décembre 1995 et ses avenants modificatifs (notamment, en dernier lieu, l'avenant du 27 novembre 2006) ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 16 juillet 2008 concernant les régimes de retraite Arrco et Agirc ;

Vu le règlement du régime d'assurance maladie des allocataires (Rama) du 16 janvier 1984 et ses avenants modificatifs (notamment, en dernier lieu, le protocole d'accord du 18 juin 2008),

les parties signataires conviennent des mesures ci-après :

Article 1^{er}

Transformation de la Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa

I. – Conformément à l'article 4 du protocole d'accord du 30 avril 2008 précité, les statuts de l'IGRS Crepsa ont été déposés, le 20 juin 2008, à l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam), qui a formulé, à leur propos, les observations suivantes :

- nécessité pour la Crepsa de transférer l'action sociale à une association *ad hoc* ;
- obligation de transférer à l'organisme assureur, dans sa totalité, la réserve du fonds de répartition de la Creppsa, telle qu'elle figurera au bilan des comptes arrêtés au 31 décembre 2008, ainsi que les créances nettes sur les entreprises adhérentes ;
- impossibilité pour la Crepsa d'être souscriptrice du contrat d'assurance avec la Sacra ;
- nécessité de prévoir, dans les statuts, l'existence d'une assemblée générale.

II. – En conséquence :

- la gestion de l'actuelle action sociale de la Creppsa sera transférée à une association créée à cet effet qui recevra l'intégralité des actifs et du passif du fonds social de la Creppsa après arrêté des comptes au 31 décembre 2008 ;
- l'apport d'actif et de passif à l'association ne pouvant avoir lieu avant l'arrêté des comptes 2008 de la Creppsa, une avance de trésorerie sera consentie au profit de l'association pour ses besoins de financement ;

- la réserve du fonds de répartition de la Creppsa, dans sa totalité, telle qu'elle figurera au bilan des comptes 2008, sera transférée, le 31 décembre, à la Sacra ;
- les créances nettes sur les entreprises adhérentes seront transférées à la Sacra avant l'arrêté des comptes ;
- la FFSA et le GEMA se substitueront à la Creppsa, en tant que souscripteur du contrat d'assurance conclu le 7 janvier 1997 avec la Sacra, pour la gestion du fonds de consolidation du RRP ;
- une assemblée générale doit être prévue dans les statuts de la Creppsa.

III. - Les statuts de l'IGRS Crepsa ci-joints (cf. annexe I [1], qui tiennent compte des observations formulées par l'Acam, se substituent à ceux annexés au protocole d'accord du 30 avril 2008.

IV. - Les statuts de la Crepsa entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2009, sous réserve qu'ils soient :

- entérinés par le conseil d'administration de la Creppsa, conformément à l'article 7f de ses statuts ;
- déposés auprès du ministre chargé de la sécurité sociale et de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam).

V. - Les formalités de dépôt seront accomplies, dans les meilleurs délais, par la partie la plus diligente.

Article 2

Association Crepsa action sociale

La gestion de l'actuelle action sociale de la Creppsa sera transférée à une association dénommée Crepsa action sociale, dont les statuts figurent en annexe II (1).

Article 3

Régime de retraite professionnel (RRP fermé)

I. - Retraite anticipée. - Réversibilité de la retraite

Les dispositions prévues à l'article 15.1, 2 et 3 du règlement du régime de retraite professionnel sont désormais regroupées sous une rubrique intitulée « I. - Retraite anticipée. - Réversibilité de la retraite ». Par ailleurs, ces dispositions sont reconduites, sans changement, pour une nouvelle période commençant le 1^{er} janvier 2009 et s'achevant le 1^{er} avril 2009.

Ces dispositions provisoires continueront donc à s'appliquer respectivement aux retraites RRP dont la mise en service interviendra du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2009 inclus et aux pensions de réversion mises en service pendant cette même période.

La commission paritaire professionnelle se réunira au cours du premier trimestre 2009 pour déterminer si ces mesures provisoires pourront être, ou non, prorogées au-delà du 1^{er} avril 2009.

(1) Les annexes I à III au présent accord ne sont pas reproduites dans la présente parution mais consultables sur le site : journal-officiel.gouv.fr, rubrique : BO conventions collectives.

II. – Revalorisation de la valeur du point

Considérant que le régime de retraite professionnel a atteint sa phase de maturité, les partenaires sociaux estiment nécessaire d'assouplir les règles actuelles de fixation de la valeur du point.

Ils rappellent leur attachement au principe de la revalorisation supérieure à celle de l'Arrco et considèrent ce principe comme un déterminant nécessaire, devant guider la gestion financière du régime. Ils notent que ce principe était d'ailleurs déjà contenu dans la rédaction du règlement en vigueur à ce jour.

Les partenaires sociaux, souhaitant augmenter la probabilité d'accroître la fréquence de ces revalorisations, conviennent de modifier les contraintes techniques qui résultent des seuils déclenchant le mécanisme de revalorisation. En outre, ces nouvelles mesures feront l'objet d'un point triennal, permettant ainsi le renforcement du dialogue social de branche.

A. – En conséquence, l'article 9 du règlement du régime de retraite professionnel est, à compter du 1^{er} janvier 2009, rédigé comme suit :

« Article 9

Principes de revalorisation

L'objectif est que l'évolution annuelle de la valeur du point soit au moins égale à celle de l'Arrco. La commission paritaire professionnelle se réunit annuellement pour examiner les conditions détaillées dans lesquelles cet objectif est atteint.

La clause de sauvegarde prévue à l'article 10 ci-après s'appliquera cependant dès lors que l'évolution des paramètres démographiques et socio-économiques l'imposera.

Une provision pour participation aux bénéfices est constituée dans les comptes de la Sacra. Cette provision est, chaque année, alimentée par les excédents éventuels dégagés par la gestion technique et financière des provisions mathématiques des rentes en cours de service et des retraites différées qui constituent le fonds de consolidation.

Cette provision sert, sous réserve de ce qui est dit à l'article 10, deuxième alinéa, ci-dessous, à financer la revalorisation des retraites en cours de service et des provisions mathématiques des retraites en cours et différées.

Lorsque la provision pour participation aux bénéfices, exprimée en pourcentage des provisions mathématiques des retraites en cours de service et des retraites différées, excède 6 fois la moyenne des revalorisations opérées au cours des 10 exercices antérieurs, avec un minimum de 8 % desdites provisions mathématiques et un maximum de 4 fois le montant annuel des prestations, la revalorisation peut être supérieure à celle de l'Arrco. »

B. – L'article 15 du règlement du régime de retraite professionnel concernant les dispositions provisoires est complété par un point II rédigé comme suit :

« II. – Principes de revalorisation de la valeur du point

Au cours du premier trimestre 2009, la commission paritaire professionnelle mettra en place un groupe de travail paritaire chargé d'examiner les

critères de fixation de la valeur du point pour les années 2009, 2010 et 2011. Pour ce faire, il sera informé des conditions d'équilibre, ainsi que des perspectives d'évolution du régime, sur la base d'un rapport établi par le directoire de la Sacra.

Il examinera les différents paramètres de revalorisation de la valeur du point, notamment le nombre d'années pris en compte pour calculer la moyenne des revalorisations antérieures, les niveaux des seuils de revalorisation et les paramètres pris en compte au-delà de la provision pour participation aux bénéfices pour apprécier l'atteinte de ces seuils. Cet examen visera à améliorer les possibilités de revalorisation supérieure à la valeur du point Arrco.

La commission paritaire professionnelle se réunira au cours du dernier semestre de l'année 2011 pour faire le point de l'application des dispositions de l'article 9, cinquième alinéa, du règlement du régime de retraite professionnel, et déterminer si elles peuvent, ou non, être reconduites pour la période triennale allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014. »

III. – Mise à jour du règlement du régime de retraite professionnel

Le texte du règlement du régime de retraite professionnel ci-joint cf. annexe III (1) se substitue, à compter du 1^{er} janvier 2009, au texte en vigueur jusqu'ici.

Il tient compte :

- des dispositions résultant des paragraphes I et II du présent article 3 ;
- des aménagements nécessités par la transformation de la Creppsà en IGRS Crepsa (cf. art. 1^{er} ci-dessus) ;
- des dispositions des accords modificatifs successifs intervenus depuis le 28 décembre 1995 ;
- de l'évolution de la réglementation et de la terminologie en usage.

Article 4

Règlement du régime d'assurance maladie des allocataires (Rama)

I. – A l'article 1^{er}, alinéa 1, du règlement du régime d'assurance maladie des allocataires, le mot « Creppsà » est remplacé par « Crepsa ».

II. – L'article 4 de ce même règlement est rédigé comme suit :

« La prime annuelle par personne assurée est fixée par les assureurs après consultation de la commission paritaire professionnelle, dans le cadre de ses prérogatives. Son montant est révisé annuellement. »

III. – Les dispositions des paragraphes I et II du présent article 4 sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2009.

IV. – Les partenaires sociaux ouvriront, durant le premier semestre 2009, une négociation concernant le régime d'assurance maladie des allocataires.

Fait à Paris, le 20 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)

(1) Les annexes I à III au présent accord ne sont pas reproduites dans la présente parution mais consultables sur le site : journal-officiel.gouv.fr, rubrique : BO conventions collectives.

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p style="text-align: center;">Crepsa 6 rue Emile Reynaud – 75019 Paris</p> <p>Institution de gestion de retraite supplémentaire régie par le titre IV du livre IX du Code de la Sécurité sociale et constituée en application de la Convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d'assurances du 5 mars 1962.</p> <p style="text-align: center;">STATUTS</p> <p>Statuts modifiés, approuvés par l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam) le , et déposés auprès du ministre chargé de la Sécurité sociale et de l'Acam le</p> <p style="text-align: center;">TITRE I Généralités</p> <p>ARTICLE 1 – CONSTITUTION - OBJET - SIEGE SOCIAL</p> <p>La Crepsa, constituée conformément au titre IV du livre IX de Code de la Sécurité sociale, est chargée, à l'exclusion de toute autre opération, d'accomplir, pour le compte de ses entreprises adhérentes, les opérations de gestion</p>	<p style="text-align: center;">Crepsa 6 rue Emile Reynaud – 75019 Paris</p> <p>Institution de gestion de retraite supplémentaire régie par le titre IV du livre IX du Code de la Sécurité sociale et constituée en application de la Convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d'assurances du 5 mars 1962.</p> <p style="text-align: center;">STATUTS</p> <p>Statuts modifiés et déposés auprès du ministre chargé de la Sécurité sociale et de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam) le</p> <p style="text-align: center;">TITRE I Généralités</p> <p>ARTICLE 1 – CONSTITUTION - OBJET - SIEGE SOCIAL</p> <p>La Crepsa, constituée conformément au titre IV du livre IX de Code de la Sécurité sociale, est chargée, à l'exclusion de toute autre opération, d'accomplir, pour le compte de ses entreprises adhérentes, les opérations</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>administrative et d'action sociale relatives au Régime de retraite professionnel du personnel des sociétés d'assurances fermé par accord du 28 décembre 1995.</p> <p>Pour la mise en application de ces opérations, la Crepsa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est tenue de se conformer aux dispositions du règlement du régime de retraite précité en date du 28 décembre 1995 ainsi qu'aux modifications qui lui seront apportées par la commission paritaire professionnelle; - passe tous contrats, conventions ou actes nécessaires avec la société d'assurances de consolidation des retraites de l'assurance (Sacra). <p>La Crepsa ne peut avoir de responsabilité, autre qu'administrative, au titre des engagements résultant de l'accord précité.</p> <p>La Crepsa est adhérente au groupe B2V, chargé de procéder à l'exécution de toutes décisions et de toutes opérations de gestion de la Crepsa par délégation et suivant les directives données par celle-ci.</p> <p>La Crepsa est régie par les dispositions du titre IV du livre IX du Code de la Sécurité sociale, ainsi que par les présents statuts.</p> <p>La Crepsa jouit de la personnalité civile.</p> <p>Son siège est fixé au siège social du groupe B2V.</p> <p>La Crepsa est constituée pour une durée illimitée : elle ne peut être dissoute que dans les conditions fixées à l'article 12 des présents statuts.</p> <p>ARTICLE 2 – MEMBRES</p> <p>La Crepsa comprend des membres adhérents et des membres participants.</p>	<p>de gestion administrative relatives au Régime de retraite professionnel du personnel des sociétés d'assurances fermé par accord du 28 décembre 1995.</p> <p>Pour la mise en application de ces opérations, la Crepsa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est tenue de se conformer aux dispositions du règlement du régime de retraite précité en date du 28 décembre 1995 ainsi qu'aux modifications qui lui seront apportées par la commission paritaire professionnelle; - passe tous contrats, conventions ou actes nécessaires à ses opérations de gestion administrative avec la société d'assurances de consolidation des retraites de l'assurance (Sacra). <p>La Crepsa ne peut avoir de responsabilité, autre qu'administrative, au titre des engagements résultant de l'accord précité.</p> <p>La Crepsa est adhérente au groupe B2V, chargé de procéder à l'exécution de toutes décisions et de toutes opérations de gestion de la Crepsa par délégation et suivant les directives données par celle-ci.</p> <p>La Crepsa est régie par les dispositions du titre IV du livre IX du Code de la Sécurité sociale, ainsi que par les présents statuts.</p> <p>La Crepsa jouit de la personnalité civile.</p> <p>Son siège est fixé au siège social du groupe B2V.</p> <p>La Crepsa est constituée pour une durée illimitée : elle ne peut être dissoute que dans les conditions fixées à l'article 17 des présents statuts.</p> <p>ARTICLE 2 – MEMBRES</p> <p>La Crepsa comprend des membres adhérents et des membres participants.</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>Les membres adhérents sont les employeurs visés par les conventions collectives nationales des 27 mai et 27 juillet 1992, ainsi que par l'accord du 3 mars 1993 et relevant de la Crepsa à la date du 31 décembre 1995.</p> <p>Les membres participants sont les membres du personnel des employeurs adhérents relevant des conventions collectives précitées bénéficiaires de la Crepsa à la date du 31 décembre 1995.</p> <p>La qualité de membre adhérent se perd par radiation en cas de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de cessation d'activité.</p> <p>La radiation est prononcée de plein droit et prend effet du jour de l'ouverture du redressement judiciaire, de la liquidation judiciaire ou de la cessation d'activité de l'établissement.</p>	<p>Les membres adhérents sont les employeurs visés par les conventions collectives nationales des 27 mai et 27 juillet 1992, ainsi que par l'accord du 3 mars 1993 et relevant de la Crepsa à la date du 31 décembre 1995.</p> <p>Les membres participants sont les membres du personnel des employeurs adhérents relevant des conventions collectives précitées bénéficiaires de la Crepsa à la date du 31 décembre 1995.</p> <p>La qualité de membre adhérent se perd par radiation en cas de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de cessation d'activité.</p> <p>La radiation est prononcée de plein droit et prend effet du jour de l'ouverture du redressement judiciaire, de la liquidation judiciaire ou de la cessation d'activité de l'établissement.</p>
<p style="text-align: center;">TITRE II Administration</p>	<p style="text-align: center;">TITRE II Conseil d'administration</p>
<p>ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p>	<p>ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p>
<p>La Crepsa est administrée par un conseil de 26 membres comprenant pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.</p> <p>Les administrateurs représentant les adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.</p> <p>Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant</p>	<p>La Crepsa est administrée par un conseil de 26 membres comprenant pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.</p> <p>Les administrateurs représentant les adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.</p> <p>Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT,</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité. Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales à raison, pour chacune d'elles, d'un nombre de sièges fixé d'après le nombre de voix qu'elles ont respectivement obtenu sur le plan professionnel aux élections des délégués du personnel les plus récentes, étant précisé, toutefois, que chaque organisation syndicale dispose d'au moins un siège.</p> <p>Pour le cas d'empêchement ou d'absence, il est désigné, dans les mêmes conditions, un nombre égal de membres suppléants.</p> <p>ARTICLE 4 – MANDAT D'ADMINISTRATEUR</p> <p>La durée du mandat des administrateurs est de six ans.</p> <p>Les membres sortants peuvent faire l'objet d'une nouvelle désignation.</p> <p>La qualité d'administrateur se perd par décès, démission, perte de la qualité de membre participant ou retrait du mandat par l'organisation intéressée. L'administrateur sortant est, pour la durée du mandat restant à courir, remplacé dans le délai d'un mois par l'organisation qui l'avait désigné.</p> <p>Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour sont remboursés dans les conditions fixées par le conseil.</p> <p>ARTICLE 5 – PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p> <p>Le conseil d'administration nomme, tous les trois ans, parmi ses membres, un président et un vice-président.</p>	<p>CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité.</p> <p>Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales à raison, pour chacune d'elles, d'un nombre de sièges fixé d'après le nombre de voix qu'elles ont respectivement obtenu sur le plan professionnel aux élections des délégués du personnel les plus récentes, étant précisé, toutefois, que chaque organisation syndicale dispose d'au moins un siège.</p> <p>Pour le cas d'empêchement ou d'absence, il est désigné, dans les mêmes conditions, un nombre égal de membres suppléants.</p> <p>ARTICLE 4 – MANDAT D'ADMINISTRATEUR</p> <p>La durée du mandat des administrateurs est de six ans.</p> <p>Les membres sortants peuvent faire l'objet d'une nouvelle désignation.</p> <p>La qualité d'administrateur se perd par décès, démission, perte de la qualité de membre participant ou retrait du mandat par l'organisation intéressée. L'administrateur sortant est, pour la durée du mandat restant à courir, remplacé dans le délai d'un mois par l'organisation qui l'avait désigné.</p> <p>Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour sont remboursés dans les conditions fixées par le conseil.</p> <p>ARTICLE 5 – PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>Ceux-ci sont choisis alternativement dans chacun des deux collèges et ne peuvent appartenir au même collège.</p> <p>Le président et, à défaut, le vice-président assure le fonctionnement de la Crepsa conformément aux présents statuts et préside les réunions du conseil d'administration.</p> <p>Le président ou, à défaut, le vice-président, signe tous actes, délibérations ou conventions et représente la Crepsa en justice et dans tous les actes de la vie civile.</p> <p>ARTICLE 6 – REUNIONS - DELIBERATIONS - PROCES-VERBAUX</p> <p>Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Crepsa l'exige, et au moins deux fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, du vice-président. La convocation du conseil est obligatoire si elle est demandée par la majorité de ses membres.</p> <p>Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que sur les questions inscrites préalablement à l'ordre du jour et à condition que la moitié au moins des administrateurs de chaque collège soient présents ou représentés.</p> <p>Le conseil peut convoquer, à titre consultatif, toute personne qu'il estimerait particulièrement compétente.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En aucun cas le vote par procuration ou par correspondance n'est admis.</p> <p>Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux conservés au siège de la Crepsa et signés par deux membres du conseil d'administration ayant assisté à la séance et n'appartenant pas au même collège (dont, en principe, le président de séance).</p>	<p>Le conseil d'administration nomme, tous les trois ans, parmi ses membres, un président et un vice-président.</p> <p>Ceux-ci sont choisis alternativement dans chacun des deux collèges et ne peuvent appartenir au même collège.</p> <p>Le président ou, à défaut, le vice-président assure le fonctionnement de la Crepsa conformément aux présents statuts et préside les réunions du conseil d'administration.</p> <p>Le président ou, à défaut, le vice-président, signe tous actes, délibérations ou conventions et représente la Crepsa en justice et dans tous les actes de la vie civile.</p> <p>ARTICLE 6 – REUNIONS - DELIBERATIONS - PROCES-VERBAUX</p> <p>Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Crepsa l'exige, et au moins deux fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, du vice-président. La convocation du conseil est obligatoire si elle est demandée par la majorité de ses membres.</p> <p>Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que sur les questions inscrites préalablement à l'ordre du jour et à condition que la moitié au moins des administrateurs de chaque collège soient présents ou représentés.</p> <p>Le conseil peut convoquer, à titre consultatif, toute personne qu'il estimerait particulièrement compétente.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En aucun cas le vote par procuration ou par correspondance n'est admis.</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>ARTICLE 7 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p> <p>a) Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes décisions relatives à la gestion et à l'administration de la Crepsa dans le cadre des présents statuts et sous réserve du respect du règlement du Régime de retraite professionnel fermé le 28 décembre 1995. Le conseil ne peut, en aucun cas, modifier les dispositions de ce règlement.</p> <p>b) Conformément aux présents statuts et notamment à leur article 1, l'exécution de toutes décisions et de toutes opérations de gestion de la Crepsa incombe, par délégation de cette dernière et suivant ses directives, à B2V Gestion. Pour l'application de l'alinéa précédent, le conseil passe toutes conventions utiles avec le conseil d'administration de B2V Gestion.</p> <p>c) Le conseil fait procéder, suivant ses directives, par B2V Gestion, à l'exécution de toutes opérations concernant : le calcul des droits des participants, le service des allocations, la gestion du patrimoine, l'action sociale, ainsi que l'établissement des comptes de la Crepsa.</p> <p>d) Le conseil peut, en outre, et dans la limite de ses pouvoirs, déléguer certains de ceux-ci à un ou plusieurs mandataires, choisis ou non en son sein, et qui peuvent eux-mêmes être autorisés à consentir des substitutions de pouvoirs.</p> <p>e) Le conseil peut établir tous documents pour l'application des présents statuts. Il peut, avec l'accord de la commission paritaire professionnelle, modifier lesdits statuts sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p>	<p>Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux conservés au siège de la Crepsa et signés par deux membres du conseil d'administration ayant assisté à la séance et n'appartenant pas au même collègue (dont, en principe, le président de séance).</p> <p>ARTICLE 7 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</p> <p>a) Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes décisions relatives à la gestion et à l'administration de la Crepsa dans le cadre des présents statuts et sous réserve du respect du règlement du Régime de retraite professionnel fermé le 28 décembre 1995. Le conseil ne peut, en aucun cas, modifier les dispositions de ce règlement.</p> <p>b) Conformément aux présents statuts et notamment à leur article 1, l'exécution de toutes décisions et de toutes opérations de gestion de la Crepsa incombe, par délégation de cette dernière et suivant ses directives, à B2V Gestion. Pour l'application de l'alinéa précédent, le conseil passe toutes conventions utiles avec le conseil d'administration de B2V Gestion.</p> <p>c) Le conseil fait procéder, suivant ses directives, par B2V Gestion, à l'exécution de toutes opérations de gestion administrative lui incombant.</p> <p>d) Le conseil examine chaque année les comptes de l'institution, les arrête et les transmet pour approbation à l'assemblée générale. De même, il examine chaque année le rapport de gestion administrative de l'institution.</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>f) Le conseil est informé annuellement des conditions d'équilibre, ainsi que des perspectives d'évolution du régime. Cette information est délivrée par le président du conseil d'administration sur la base d'un rapport remis par le président du directoire de la Sacra.</p> <p>g) Le conseil peut constituer toutes commissions d'études.</p> <p>h) L'énumération ci-dessus n'est pas limitative mais ne peut conduire le conseil à outrepasser les fonctions administratives qui lui sont dévolues par les présents statuts.</p>	<p>e) Le conseil peut, en outre, et dans la limite de ses pouvoirs, déléguer certains de ceux-ci à un ou plusieurs mandataires, choisis ou non en son sein, et qui peuvent eux-mêmes être autorisés à consentir des substitutions de pouvoirs.</p> <p>f) Le conseil peut établir tous documents pour l'application des présents statuts.</p> <p>g) Le conseil est informé annuellement des conditions d'équilibre, ainsi que des perspectives d'évolution du régime. Cette information est délivrée par le président du conseil d'administration sur la base d'un rapport remis par le directoire de la Sacra.</p> <p>h) Le conseil peut constituer toutes commissions d'études.</p> <p>i) L'énumération ci-dessus n'est pas limitative mais ne peut conduire le conseil à outrepasser les fonctions administratives qui lui sont dévolues par les présents statuts.</p> <p style="text-align: center;">TITRE III Assemblée Générale Ordinaire</p> <p>ARTICLE 8 – COMPOSITION</p> <p>L'assemblée générale est composée de 60 membres comprenant pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
	<p>Les représentants des adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.</p> <p>Les représentants des participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité.</p> <p>Chaque organisation syndicale dispose de six sièges.</p> <p>Dans chaque collège ne peuvent être membres de l'assemblée générale que la moitié au plus des administrateurs de l'institution du même collège.</p> <p>ARTICLE 9 – MANDAT</p> <p>La durée du mandat des membres de l'assemblée générale est de six ans.</p> <p>Les membres sortants peuvent faire l'objet d'une nouvelle désignation.</p> <p>La qualité de membre de l'assemblée générale se perd par décès, démission, perte de la qualité de membre participant ou retrait du mandat par l'organisation intéressée. Le membre sortant est pour la durée du mandat restant à courir, remplacé dans le délai d'un mois par l'organisation qui l'avait désigné.</p> <p>Les fonctions de membre de l'assemblée générale sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour sont remboursés dans les conditions fixées par le conseil.</p> <p>ARTICLE 10 – REUNIONS – DELIBERATIONS – PROCES-</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
	<p>VERBAUX</p> <p>L'assemblée générale se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Crepsa l'exige, et au moins une fois par an, sur convocation du président du conseil d'administration ou, en, cas d'empêchement du vice-président.</p> <p>La convocation d'une assemblée générale est obligatoire quand elle est demandée par la moitié au moins des membres de l'un des deux collèges.</p> <p>L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur des questions inscrites préalablement à l'ordre du jour et à la condition que la moitié au moins des membres de chaque collège soient présents ou représentés.</p> <p>A défaut de ce quorum, une seconde assemblée est convoquée dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours et supérieur à trois mois, et qui délibère quel que soit le quorum.</p> <p>Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés.</p> <p>Chaque délégué dispose d'une voix.</p> <p>Le vote par procuration est admis : tout membre empêché de se rendre à une réunion de l'assemblée générale, peut déléguer lui-même ses pouvoirs à un membre du même collège qui devra être muni d'une pièce constatant cette délégation. Chaque membre ne peut être porteur que de trois pouvoirs par réunion.</p> <p>Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux conservés au siège de la Crepsa. Ces derniers sont signés par le président de séance et un membre de l'assemblée ayant assisté à la réunion et n'appartenant pas au même collège (de préférence le vice-président).</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
	<p>ARTICLE 11 – ATTRIBUTIONS</p> <p>L'assemblée générale entend d'une part, le rapport de gestion administrative du conseil d'administration sur la situation de l'institution, d'autre part, le rapport de certification des comptes annuels du commissaire aux comptes.</p> <p>Elle approuve les comptes de l'exercice.</p> <p>Elle examine, à l'exclusion de toute autre, les questions inscrites à l'ordre du jour par le conseil d'administration et qui ont trait exclusivement à la gestion et à l'administration de la Crepsa dans le cadre des présents statuts et sous réserve du respect du règlement du régime de retraite professionnel fermé le 28 décembre 1995.</p> <p>L'assemblée générale ne peut, en aucun cas, modifier les dispositions de ce règlement.</p> <p>Elle est informée de la conclusion et de la modification de tous contrats, conventions ou actes nécessaires ainsi que de toute délégation de pouvoir intervenues en application des articles 1 et 7 des présents statuts.</p> <p>Elle désigne, en application de l'article R.931-3-56 du code de la Sécurité sociale un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant pour une durée de six ans.</p> <p style="text-align: center;">TITRE IV Assemblée Générale Extraordinaire</p> <p>ARTICLE 12 – OBJET - DELIBERATIONS</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p style="text-align: center;">TITRE III Gestion administrative et financière</p> <p>ARTICLE 8 – RESSOURCES</p> <p>Les ressources de la Crepsa sont constituées par :</p> <p>1° les produits financiers de son patrimoine ;</p> <p>2° le cas échéant, les sommes versées par la Sacra dans le cadre de la convention passée entre elles ;</p> <p>3° les sommes résultant des dispositions des protocoles d'accord des 2 février et 28 décembre 1995, 17 juillet 1996 et 20 décembre 2006 relatifs à l'action sociale ;</p> <p>4° toutes sommes qu'elle peut légalement recueillir.</p> <p>ARTICLE 9 – DEPENSES</p> <p>Les dépenses de la Crepsa comprennent :</p> <p>1° les dépenses d'administration générale de la Crepsa ;</p> <p>2° les dépenses d'action sociale et celles liées à la gestion de cette action sociale.</p>	<p>L'assemblée générale extraordinaire est composée comme l'assemblée générale ordinaire. Elle est réunie dans un délai de trois mois à compter de la demande du conseil d'administration ou de la moitié au moins des membres de l'un des collèges.</p> <p>Elle se prononce, avec l'accord de la commission paritaire professionnelle, sur les modifications des présents statuts ou la dissolution de l'institution, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.</p> <p>Les modifications statutaires n'entrent en vigueur qu'après accomplissement des formalités de dépôt légal.</p> <p>L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si, dans chaque collège, la moitié au moins des membres sont présents ou représentés.</p> <p>Si ce quorum n'est pas atteint dans l'un ou l'autre des collèges, le conseil d'administration convoque une autre assemblée générale extraordinaire, dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours et supérieur à 3 mois. La convocation doit indiquer que la première assemblée générale extraordinaire n'a pu délibérer faute de quorum et qu'il sera passé outre cette condition lors de la seconde assemblée extraordinaire.</p> <p>Dans tous les cas, les décisions ne sont valablement prises que si elles ont recueilli, dans chaque collège, au moins les deux tiers des suffrages exprimés.</p> <p>Le vote par procuration est admis : tout membre empêché de se rendre à une réunion de l'assemblée générale extraordinaire, peut déléguer lui-même ses pouvoirs à un membre du même collège qui devra être muni d'une pièce constatant cette délégation. Chaque membre ne peut être porteur que de trois pouvoirs par réunion.</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p>ARTICLE 10 – COMPTES INDIVIDUELS EN POINTS</p> <p>La Crepsa informe chaque année les bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du nombre de points qu'ils possèdent ; - de la valeur du point au 1^{er} janvier de l'exercice ; - de la revalorisation du point ; - du rendement garanti et de la participation aux bénéfices techniques et financiers ; - du taux moyen de rendement des actifs détenus en représentation des engagements. <p>ARTICLE 11 – GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE - RAPPORT ANNUEL</p> <p>La Crepsa établit des comptes certifiés par un commissaire aux comptes en application de l'article R.931-3-58 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p>Le commissaire aux comptes est désigné par le conseil d'administration pour une durée de six ans en application de l'article R.931-3-56 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p>La Crepsa établit également un rapport annuel sur la gestion administrative et la gestion du fonds social, qui est mis à la disposition des membres adhérents et des membres participants.</p> <p>L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.</p>	<p style="text-align: center;">TITRE V Gestion administrative et financière</p> <p>ARTICLE 13 – RESSOURCES</p> <p>Les ressources de la Crepsa sont constituées par :</p> <p>1° ses produits financiers;</p> <p>2° les sommes versées par la Sacra dans le cadre de la convention passée entre elles ;</p> <p>3° toutes sommes qu'elle peut légalement recueillir.</p> <p>ARTICLE 14 – DEPENSES</p> <p>Les dépenses de la Crepsa sont constituées de ses dépenses d'administration générale.</p> <p>ARTICLE 15 – COMPTES INDIVIDUELS EN POINTS</p> <p>La Crepsa informe chaque année les bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du nombre de points qu'ils possèdent ; - de la valeur du point au 1^{er} janvier de l'exercice ;

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
<p style="text-align: center;">TITRE IV Dissolution – Liquidation</p> <p>ARTICLE 12 – DISSOLUTION</p> <p>La dissolution de la Crepsa ne peut résulter que d'une décision de la commission paritaire de branche et ne peut avoir lieu que dans les conditions fixées à l'article R.931-7-3 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p>ARTICLE 13 – LIQUIDATION</p> <p>En cas de dissolution, il est procédé à la liquidation de la Crepsa conformément à l'article R.931-7-1 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p style="text-align: center;">TITRE V Dispositions diverses</p> <p>ARTICLE 14 – DATE D'EFFET</p> <p>La date d'effet des présents statuts est fixée au 1^{er} janvier 2009, date à laquelle ils remplacent les statuts antérieurs de la Crepsa.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - de la revalorisation du point ; - de la participation aux bénéfices techniques et financiers ; - du taux moyen de rendement des actifs détenus en représentation des engagements. <p>ARTICLE 16 – RAPPORTS ANNUELS</p> <p>La Crepsa établit des comptes certifiés par un commissaire aux comptes en application de l'article R.931-3-58 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p>La Crepsa établit également un rapport annuel sur la gestion administrative qui est mis à la disposition des membres adhérents et des membres participants.</p> <p>L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.</p> <p style="text-align: center;">TITRE VI Dissolution – Liquidation</p> <p>ARTICLE 17 – DISSOLUTION</p>

Statuts résultant du protocole d'accord du 30 avril 2008	Nouveau Texte
	<p data-bbox="1162 264 1995 360">La dissolution de la Crepsa ne peut résulter que d'une décision de la commission paritaire professionnelle et ne peut avoir lieu que dans les conditions fixées à l'article R.931-7-3 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p data-bbox="1162 464 1570 496">ARTICLE 18 – LIQUIDATION</p> <p data-bbox="1162 533 1951 596">En cas de dissolution, il est procédé à la liquidation de la Crepsa conformément à l'article R.931-7-1 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p data-bbox="1476 668 1738 732" style="text-align: center;">TITRE VII Dispositions diverses</p> <p data-bbox="1162 804 1576 836">ARTICLE 19 – DATE D'EFFET</p> <p data-bbox="1162 873 1984 936">La date d'effet des présents statuts est fixée au 1^{er} janvier 2009, date à laquelle ils remplacent les statuts antérieurs de la Creppsa.</p>

Annexe II au protocole d'accord du 20 octobre 2008

ASSOCIATION « CREPSA ACTION SOCIALE »

STATUTS

TITRE I Généralités

Article 1 : Constitution

Entre les organisations signataires de la Convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d'assurances du 5 mars 1962, ou ayant donné postérieurement leur adhésion à celle-ci, et qui adhèrent aux présents statuts, il est fondé une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ainsi que par lesdits statuts.

Celle-ci est créée aux fins de poursuivre l'action sociale initialement confiée à l'institution de retraite supplémentaire Creppsa (article 2.7 de l'annexe I du protocole d'accord du 28 décembre 1995 et de son annexe III) appelée à se transformer en institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS).

Cette association dénommée « *Crepsa action sociale* » est constituée pour une durée illimitée. Elle ne peut être dissoute que dans les conditions fixées par l'article 15 des présents statuts.

Elle adhère à l'association B2V Gestion, chargée de procéder à l'exécution de toutes décisions et opérations de gestion de la « Crepsa action sociale » par délégation et suivant les directives données par celle-ci.

Article 2 : Objet

Cette association poursuit l'action sociale initialement confiée à l'institution de retraite supplémentaire Creppsa aux termes de l'article 2.7 de l'annexe I du protocole d'accord du 28 décembre 1995 et de son annexe III.

Elle a pour objet la mise en place et la gestion de toutes activités à caractère social au bénéfice des personnels des sociétés d'assurance visés par les conventions collectives nationales de travail des 13 novembre 1967, 27 mars 1972, 27 mai 1992 et 27 juillet 1992, ainsi que par l'accord du 3 mars 1993 concernant les cadres de direction des sociétés d'assurances.

Article 3 : Siège social

Le siège social est fixé au siège du groupe B2V, 6 rue Emile Reynaud, 75019 Paris. Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration, qui a, sur ce point, le pouvoir corrélatif de modifier les statuts.

Article 4 : Membres

La « Crepsa action sociale » comprend des membres adhérents et des membres participants.

Les membres adhérents sont les employeurs visés par les conventions collectives nationales des 27 mai et 27 juillet 1992, ainsi que par l'accord du 3 mars 1993.

Les membres participants sont les membres du personnel des employeurs adhérents relevant des conventions collectives précitées.

La qualité de membre adhérent se perd par radiation en cas de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de cessation d'activité.

La radiation est prononcée de plein droit et prend effet au jour de l'ouverture du redressement judiciaire, de la liquidation judiciaire ou de la cessation d'activité de l'établissement.

Article 4 bis : Dispositions exceptionnelles

A titre exceptionnel, dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire, les membres fondateurs de l'association sont :

- la Creppsa, représentée par son président et par son vice-président ès qualité,
- B2V Gestion, représentée par son directeur général ès qualité.

La Creppsa et B2V Gestion perdront leur qualité de membres fondateurs au jour de la désignation des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa et, corrélativement, de la nomination des administrateurs de l'association conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

TITRE II

Administration

Article 5 : Composition du conseil d'administration

La « Crepsa action sociale » est administrée par un conseil de 26 membres composé, de droit, des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa.

Le conseil d'administration de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa est composé pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.

Les administrateurs représentant les adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.

Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité.

Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales à raison, pour chacune d'elles, d'un nombre de sièges fixé d'après le nombre de voix qu'elles ont respectivement obtenu sur le plan professionnel aux élections des délégués du personnel les plus récentes, étant précisé, toutefois, que chaque organisation syndicale dispose d'au moins un siège.

Pour le cas d'empêchement ou d'absence, il est désigné, dans les mêmes conditions, un nombre égal de membres suppléants appelés à siéger à la place des titulaires en cas d'empêchement de ces derniers. Ces suppléants sont également ceux désignés comme tels au conseil d'administration de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa.

Article 5 bis : Dispositions exceptionnelles

A titre exceptionnel, dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire, les premiers administrateurs sont :

- la Creppsa, représentée par son président et par son vice-président ès qualité,
- B2V Gestion, représentée par son directeur général ès qualité.

Leur mandat arrivera à expiration au jour de la désignation des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa et, corrélativement, de la nomination des administrateurs de l'association conformément aux dispositions ci-avant.

Article 6 : Mandat d'administrateur

La durée du mandat des administrateurs est de six ans. Il est renouvelé exactement dans les mêmes conditions que les mandats des administrateurs de l'institution Crepsa.

Les membres sortants peuvent faire l'objet d'une nouvelle désignation.

La qualité d'administrateur en tant que représentant personne physique d'une organisation se perd par décès, démission, perte de la qualité de membre participant ou adhérent ou retrait du mandat par l'organisation intéressée. L'administrateur sortant est, pour la durée du mandat restant à courir, remplacé par son suppléant désigné ou, à défaut, et dans le délai d'un mois, par tout autre représentant désigné par l'organisation qui l'avait nommé.

Si une organisation perd un ou plusieurs représentants au conseil d'administration de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa, cette modification intervient alors immédiatement et de la même façon au sein du conseil d'administration de l'association « Crepsa action sociale ».

Les fonctions d'administrateur, de président et de vice-président sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour sont remboursés dans les conditions fixées par le conseil.

Article 7 : Présidence et vice - présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration nomme, tous les trois ans, parmi ses membres, un président et un vice-président.

Ceux-ci sont choisis alternativement dans chacune des deux catégories (membres adhérents et membres participants) et ne peuvent appartenir à la même catégorie.

Le président ou, à défaut, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président, assure le fonctionnement de la « Crepsa action sociale » conformément aux présents statuts et préside les réunions du conseil d'administration.

Le président ou, à défaut, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président, signe tous actes, délibérations ou conventions et représente la « Crepsa action sociale » dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Le président ou, à défaut, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président, a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, et consentir toutes transactions sans autorisation préalable du conseil d'administration.

Le président et le vice-président peuvent déléguer leur signature à un membre du conseil ou à l'association gestionnaire B2V Gestion et donner des mandats à des tiers pour représenter l'association.

Article 7 bis : Dispositions exceptionnelles

A titre exceptionnel, dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire :

- la Creppsa, représentée par son président ès qualité, est désignée en qualité de président,
- la Creppsa, représentée par son vice-président ès qualité, et B2V Gestion, représentée par son directeur général ès qualité, sont désignées chacune en qualité de vice-président, disposant à ce titre des mêmes pouvoirs que le président.

Leur mandat arrivera à expiration au jour de la désignation des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa et, corrélativement, de la nomination des administrateurs de l'association conformément aux dispositions de l'article 5 ci-avant.

Article 8 : Réunions – délibérations – procès verbaux

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la « Crepsa action sociale » l'exige, et au moins deux fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, du vice-président. La convocation du conseil est obligatoire si elle est demandée par la majorité de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que sur les questions inscrites préalablement à l'ordre du jour et à condition que la moitié au moins des administrateurs, titulaires ou suppléants de chaque catégorie (membres adhérents et membres participants), soient présents ou représentés.

Le conseil peut convoquer, à titre consultatif, toute personne qu'il estimerait particulièrement compétente.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En aucun cas le vote par procuration ou par correspondance n'est admis.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux conservés au siège de l'association et signés par deux membres du conseil d'administration ayant assisté à la séance et n'appartenant pas au même collège (dont, en principe, le président de séance).

Article 9 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs qui ne sont pas statutairement réservés à l'assemblée pour gérer, administrer et diriger l'association en toutes circonstances :

- a) il décide de l'ouverture et de la clôture des comptes dans les établissements financiers ;
- b) il fait procéder, suivant ses directives, par B2V Gestion, à l'exécution de toutes décisions et de toutes opérations de gestion concernant l'action sociale. A cet effet, il passe toutes conventions utiles avec le conseil d'administration de B2V gestion ;
- c) il arrête les comptes de l'association avant présentation à l'assemblée générale ordinaire annuelle ;
- d) il peut constituer toutes commissions qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement de l'association. Ces commissions exercent leur activité sous la responsabilité du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, notamment, instituer une commission sociale à laquelle il donne mandat sur le fondement des orientations qu'il arrête en application des décisions prises en commission paritaire professionnelle.

Cette commission sociale lui rend compte annuellement de l'exercice de son mandat.

e) Le conseil d'administration peut, en outre, et dans la limite de ses pouvoirs, déléguer certains de ceux-ci à un ou plusieurs mandataires, choisis ou non en son sein, et qui peuvent eux-mêmes être autorisés à consentir des délégations de pouvoirs.

Article 10 : Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale est composée de 60 membres comprenant pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.

Les représentants des adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.

Les représentants des participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité.

Chaque organisation syndicale dispose de six sièges.

Dans chaque collège ne peuvent être membres de l'assemblée générale que la moitié au plus des administrateurs de l'institution du même collège.

L'assemblée générale se réunit ordinairement une fois par an et extraordinairement sur convocation du président si nécessaire.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres sont convoqués par les soins du président ou, en cas d'empêchement, du vice-président, par lettre simple ou courriel.

L'ordre du jour, fixé par le conseil d'administration, est indiqué sur les convocations. Ne peuvent être traitées, lors de l'assemblée générale, que les questions inscrites à l'ordre du jour. Tout membre désirant soulever une question étrangère à cet ordre du jour doit avertir le conseil dans un délai de huit jours précédant la tenue de l'assemblée.

Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le président et le vice-président rendent compte de leur gestion et soumettent le bilan à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale ordinaire désigne un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant pour une durée de six ans.

La présence du quart des membres titulaires ou suppléants de chaque catégorie (membres adhérents et membres participants) est nécessaire pour que l'assemblée générale puisse valablement délibérer.

Si le quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée générale est convoquée avec le même ordre du jour, à quinze jours au moins d'intervalle. Celle-ci délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des présents et représentés.

Le vote par procuration est admis, dans la limite de trois pouvoirs par membre.

Article 11 : Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire a seule compétence, avec l'accord de la commission paritaire professionnelle, pour modifier les statuts de l'association.

Elle est convoquée suivant les formalités prévues par l'article 10.

La présence du quart des membres titulaires ou suppléants de chaque catégorie (membres adhérents et membres participants) est nécessaire pour que l'assemblée générale puisse valablement délibérer.

Si le quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée générale est convoquée avec le même ordre du jour, à quinze jours au moins d'intervalle. Celle-ci délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Le vote par procuration est admis, dans la limite de trois pouvoirs par membre.

Les décisions sont prises à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés.

TITRE III

Gestion administrative et financière

Article 12 : Ressources

Les ressources de l'association sont constituées par :

- 1) les sommes résultant des dispositions des protocoles d'accord des 2 février et 28 décembre 1995, 17 juillet 1996 et 20 décembre 2006 relatifs à l'action sociale,
- 2) les différentes recettes entrant dans le cadre de l'exercice des activités liées à sa vocation,
- 3) les dons manuels,
- 4) les produits financiers de son patrimoine,
- 5) toute autre recette autorisée par la loi.

Article 13 : Dépenses

Les dépenses de l'association comprennent :

- 1) les dépenses d'administration générale de la « Crepsa action sociale »,
- 2) les dépenses d'action sociale et celles liées à la gestion de cette action sociale.

Article 14 : Rapports annuels

La « Crepsa action sociale » établit, chaque année, des comptes certifiés par un commissaire aux comptes désigné dans les conditions fixées par l'article 10 ci-dessus.

L'association établit également un rapport annuel sur la gestion administrative du fonds social.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

TITRE IV

Dissolution

Article 15 : Dissolution

La dissolution de la « Crepsa action sociale » ne peut résulter que d'une décision de la commission paritaire professionnelle, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu, conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, à un ou plusieurs autres organismes sans but lucratif poursuivant un objectif identique ou similaire.

Les présents statuts ont été approuvés par l'assemblée constitutive duoctobre 2008 composée de :

- la CREPPSA, représentée par son président,
- la CREPPSA, représentée par son vice-président,,
- l'association B2V Gestion, représentée par son directeur général,

Annexe II au protocole d'accord du 20 octobre 2008

ASSOCIATION « CREPSA ACTION SOCIALE »

STATUTS

TITRE I Généralités

Article 1 : Constitution

Entre les organisations signataires de la Convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d'assurances du 5 mars 1962, ou ayant donné postérieurement leur adhésion à celle-ci, et qui adhèrent aux présents statuts, il est fondé une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ainsi que par lesdits statuts.

Celle-ci est créée aux fins de poursuivre l'action sociale initialement confiée à l'institution de retraite supplémentaire Creppsa (article 2.7 de l'annexe I du protocole d'accord du 28 décembre 1995 et de son annexe III) appelée à se transformer en institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS).

Cette association dénommée « *Crepsa action sociale* » est constituée pour une durée illimitée. Elle ne peut être dissoute que dans les conditions fixées par l'article 15 des présents statuts.

Elle adhère à l'association B2V Gestion, chargée de procéder à l'exécution de toutes décisions et opérations de gestion de la « Crepsa action sociale » par délégation et suivant les directives données par celle-ci.

Article 2 : Objet

Cette association poursuit l'action sociale initialement confiée à l'institution de retraite supplémentaire Creppsa aux termes de l'article 2.7 de l'annexe I du protocole d'accord du 28 décembre 1995 et de son annexe III.

Elle a pour objet la mise en place et la gestion de toutes activités à caractère social au bénéfice des personnels des sociétés d'assurance visés par les conventions collectives nationales de travail des 13 novembre 1967, 27 mars 1972, 27 mai 1992 et 27 juillet 1992, ainsi que par l'accord du 3 mars 1993 concernant les cadres de direction des sociétés d'assurances.

Article 3 : Siège social

Le siège social est fixé au siège du groupe B2V, 6 rue Emile Reynaud, 75019 Paris. Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration, qui a, sur ce point, le pouvoir corrélatif de modifier les statuts.

Article 4 : Membres

La « Crepsa action sociale » comprend des membres adhérents et des membres participants.

Les membres adhérents sont les employeurs visés par les conventions collectives nationales des 27 mai et 27 juillet 1992, ainsi que par l'accord du 3 mars 1993.

Les membres participants sont les membres du personnel des employeurs adhérents relevant des conventions collectives précitées.

La qualité de membre adhérent se perd par radiation en cas de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de cessation d'activité.

La radiation est prononcée de plein droit et prend effet au jour de l'ouverture du redressement judiciaire, de la liquidation judiciaire ou de la cessation d'activité de l'établissement.

Article 4 bis : Dispositions exceptionnelles

A titre exceptionnel, dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire, les membres fondateurs de l'association sont :

- la Creppsa, représentée par son président et par son vice-président ès qualité,
- B2V Gestion, représentée par son directeur général ès qualité.

La Creppsa et B2V Gestion perdront leur qualité de membres fondateurs au jour de la désignation des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa et, corrélativement, de la nomination des administrateurs de l'association conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

TITRE II

Administration

Article 5 : Composition du conseil d'administration

La « Crepsa action sociale » est administrée par un conseil de 26 membres composé, de droit, des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa.

Le conseil d'administration de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa est composé pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.

Les administrateurs représentant les adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.

Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité.

Les administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales à raison, pour chacune d'elles, d'un nombre de sièges fixé d'après le nombre de voix qu'elles ont respectivement obtenu sur le plan professionnel aux élections des délégués du personnel les plus récentes, étant précisé, toutefois, que chaque organisation syndicale dispose d'au moins un siège.

Pour le cas d'empêchement ou d'absence, il est désigné, dans les mêmes conditions, un nombre égal de membres suppléants appelés à siéger à la place des titulaires en cas d'empêchement de ces derniers. Ces suppléants sont également ceux désignés comme tels au conseil d'administration de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa.

Article 5 bis : Dispositions exceptionnelles

A titre exceptionnel, dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire, les premiers administrateurs sont :

- la Creppsa, représentée par son président et par son vice-président ès qualité,
- B2V Gestion, représentée par son directeur général ès qualité.

Leur mandat arrivera à expiration au jour de la désignation des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa et, corrélativement, de la nomination des administrateurs de l'association conformément aux dispositions ci-avant.

Article 6 : Mandat d'administrateur

La durée du mandat des administrateurs est de six ans. Il est renouvelé exactement dans les mêmes conditions que les mandats des administrateurs de l'institution Crepsa.

Les membres sortants peuvent faire l'objet d'une nouvelle désignation.

La qualité d'administrateur en tant que représentant personne physique d'une organisation se perd par décès, démission, perte de la qualité de membre participant ou adhérent ou retrait du mandat par l'organisation intéressée. L'administrateur sortant est, pour la durée du mandat restant à courir, remplacé par son suppléant désigné ou, à défaut, et dans le délai d'un mois, par tout autre représentant désigné par l'organisation qui l'avait nommé.

Si une organisation perd un ou plusieurs représentants au conseil d'administration de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa, cette modification intervient alors immédiatement et de la même façon au sein du conseil d'administration de l'association « Crepsa action sociale ».

Les fonctions d'administrateur, de président et de vice-président sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour sont remboursés dans les conditions fixées par le conseil.

Article 7 : Présidence et vice - présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration nomme, tous les trois ans, parmi ses membres, un président et un vice-président.

Ceux-ci sont choisis alternativement dans chacune des deux catégories (membres adhérents et membres participants) et ne peuvent appartenir à la même catégorie.

Le président ou, à défaut, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président, assure le fonctionnement de la « Crepsa action sociale » conformément aux présents statuts et préside les réunions du conseil d'administration.

Le président ou, à défaut, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président, signe tous actes, délibérations ou conventions et représente la « Crepsa action sociale » dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Le président ou, à défaut, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président, a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, et consentir toutes transactions sans autorisation préalable du conseil d'administration.

Le président et le vice-président peuvent déléguer leur signature à un membre du conseil ou à l'association gestionnaire B2V Gestion et donner des mandats à des tiers pour représenter l'association.

Article 7 bis : Dispositions exceptionnelles

A titre exceptionnel, dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire Creppsa en institution de gestion de retraite supplémentaire :

- la Creppsa, représentée par son président ès qualité, est désignée en qualité de président,
- la Creppsa, représentée par son vice-président ès qualité, et B2V Gestion, représentée par son directeur général ès qualité, sont désignées chacune en qualité de vice-président, disposant à ce titre des mêmes pouvoirs que le président.

Leur mandat arrivera à expiration au jour de la désignation des administrateurs de l'institution de gestion de retraite supplémentaire Crepsa et, corrélativement, de la nomination des administrateurs de l'association conformément aux dispositions de l'article 5 ci-avant.

Article 8 : Réunions – délibérations – procès verbaux

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la « Crepsa action sociale » l'exige, et au moins deux fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, du vice-président. La convocation du conseil est obligatoire si elle est demandée par la majorité de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que sur les questions inscrites préalablement à l'ordre du jour et à condition que la moitié au moins des administrateurs, titulaires ou suppléants de chaque catégorie (membres adhérents et membres participants), soient présents ou représentés.

Le conseil peut convoquer, à titre consultatif, toute personne qu'il estimerait particulièrement compétente.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En aucun cas le vote par procuration ou par correspondance n'est admis.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux conservés au siège de l'association et signés par deux membres du conseil d'administration ayant assisté à la séance et n'appartenant pas au même collège (dont, en principe, le président de séance).

Article 9 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs qui ne sont pas statutairement réservés à l'assemblée pour gérer, administrer et diriger l'association en toutes circonstances :

- a) il décide de l'ouverture et de la clôture des comptes dans les établissements financiers ;
- b) il fait procéder, suivant ses directives, par B2V Gestion, à l'exécution de toutes décisions et de toutes opérations de gestion concernant l'action sociale. A cet effet, il passe toutes conventions utiles avec le conseil d'administration de B2V gestion ;
- c) il arrête les comptes de l'association avant présentation à l'assemblée générale ordinaire annuelle ;
- d) il peut constituer toutes commissions qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement de l'association. Ces commissions exercent leur activité sous la responsabilité du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, notamment, instituer une commission sociale à laquelle il donne mandat sur le fondement des orientations qu'il arrête en application des décisions prises en commission paritaire professionnelle.

Cette commission sociale lui rend compte annuellement de l'exercice de son mandat.

e) Le conseil d'administration peut, en outre, et dans la limite de ses pouvoirs, déléguer certains de ceux-ci à un ou plusieurs mandataires, choisis ou non en son sein, et qui peuvent eux-mêmes être autorisés à consentir des délégations de pouvoirs.

Article 10 : Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale est composée de 60 membres comprenant pour moitié des représentants des adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.

Les représentants des adhérents sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances.

Les représentants des participants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO, ces organisations les choisissant parmi toutes les catégories de personnel ayant la qualité de membre participant. Un représentant au moins des membres participants a obligatoirement la qualité de retraité.

Chaque organisation syndicale dispose de six sièges.

Dans chaque collège ne peuvent être membres de l'assemblée générale que la moitié au plus des administrateurs de l'institution du même collège.

L'assemblée générale se réunit ordinairement une fois par an et extraordinairement sur convocation du président si nécessaire.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres sont convoqués par les soins du président ou, en cas d'empêchement, du vice-président, par lettre simple ou courriel.

L'ordre du jour, fixé par le conseil d'administration, est indiqué sur les convocations. Ne peuvent être traitées, lors de l'assemblée générale, que les questions inscrites à l'ordre du jour. Tout membre désirant soulever une question étrangère à cet ordre du jour doit avertir le conseil dans un délai de huit jours précédant la tenue de l'assemblée.

Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le président et le vice-président rendent compte de leur gestion et soumettent le bilan à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale ordinaire désigne un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant pour une durée de six ans.

La présence du quart des membres titulaires ou suppléants de chaque catégorie (membres adhérents et membres participants) est nécessaire pour que l'assemblée générale puisse valablement délibérer.

Si le quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée générale est convoquée avec le même ordre du jour, à quinze jours au moins d'intervalle. Celle-ci délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des présents et représentés.

Le vote par procuration est admis, dans la limite de trois pouvoirs par membre.

Article 11 : Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire a seule compétence, avec l'accord de la commission paritaire professionnelle, pour modifier les statuts de l'association.

Elle est convoquée suivant les formalités prévues par l'article 10.

La présence du quart des membres titulaires ou suppléants de chaque catégorie (membres adhérents et membres participants) est nécessaire pour que l'assemblée générale puisse valablement délibérer.

Si le quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée générale est convoquée avec le même ordre du jour, à quinze jours au moins d'intervalle. Celle-ci délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Le vote par procuration est admis, dans la limite de trois pouvoirs par membre.

Les décisions sont prises à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés.

TITRE III

Gestion administrative et financière

Article 12 : Ressources

Les ressources de l'association sont constituées par :

- 6) les sommes résultant des dispositions des protocoles d'accord des 2 février et 28 décembre 1995, 17 juillet 1996 et 20 décembre 2006 relatifs à l'action sociale,
- 7) les différentes recettes entrant dans le cadre de l'exercice des activités liées à sa vocation,
- 8) les dons manuels,
- 9) les produits financiers de son patrimoine,
- 10) toute autre recette autorisée par la loi.

Article 13 : Dépenses

Les dépenses de l'association comprennent :

- 3) les dépenses d'administration générale de la « Crepsa action sociale »,
- 4) les dépenses d'action sociale et celles liées à la gestion de cette action sociale.

Article 14 : Rapports annuels

La « Crepsa action sociale » établit, chaque année, des comptes certifiés par un commissaire aux comptes désigné dans les conditions fixées par l'article 10 ci-dessus.

L'association établit également un rapport annuel sur la gestion administrative du fonds social.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

TITRE IV

Dissolution

Article 15 : Dissolution

La dissolution de la « Crepsa action sociale » ne peut résulter que d'une décision de la commission paritaire professionnelle, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu, conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, à un ou plusieurs autres organismes sans but lucratif poursuivant un objectif identique ou similaire.

Les présents statuts ont été approuvés par l'assemblée constitutive duoctobre 2008 composée de :

- la CREPPSA, représentée par son président,.....,
- la CREPPSA, représentée par son vice-président,,
- l'association B2V Gestion, représentée par son directeur général,

Texte actuel	Nouveau texte
<p data-bbox="197 341 1095 735">Règlement du REGIME DE RETRAITE PROFESSIONNEL DU PERSONNEL DES SOCIETES D'ASSURANCES (RRP fermé)</p> <p data-bbox="456 852 831 922">28 décembre 1995 (mis à jour au 1^{er} avril 2007)¹</p> <p data-bbox="271 1038 1016 1109">Application du protocole d'accord du 2 février 1995 relatif aux retraites du personnel des sociétés d'assurances</p> <p data-bbox="185 1310 1050 1374">¹ compte tenu des avenants modificatifs des 18 novembre 1997, 9 juillet 1998, 5 janvier 2000, 22 novembre 2000, 14 janvier 2003, 22 décembre 2003 et 27</p>	<p data-bbox="1144 341 2033 735">Règlement du REGIME DE RETRAITE PROFESSIONNEL DU PERSONNEL DES SOCIETES D'ASSURANCES (RRP fermé)</p> <p data-bbox="1386 852 1789 922">28 décembre 1995 (mis à jour au 1^{er} janvier 2009)¹</p> <p data-bbox="1218 1038 1964 1109">Application du protocole d'accord du 2 février 1995 relatif aux retraites du personnel des sociétés d'assurances</p> <p data-bbox="1128 1310 2047 1374">¹ compte tenu des avenants modificatifs des 18 novembre 1997, 9 juillet 1998, 5 janvier 2000, 22 novembre 2000, 14 janvier 2003, 22 décembre 2003, 27 novembre</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>novembre 2006.</p> <p style="text-align: center;">PREAMBULE</p> <p>Le présent règlement s'applique aux retraites RRP qui ont fait l'objet de la consolidation financière dans les conditions fixées par l'annexe I au protocole d'accord du 28 décembre 1995.</p> <p>Ce règlement est applicable au service des prestations de retraite à compter du 1^{er} janvier 1996¹.</p> <p>Article 1 – Expression des droits</p> <p>Les droits acquis au 31 décembre 1995, constatés conformément à l'annexe I au protocole d'accord du 28 décembre 1995, sont exprimés en un nombre de points Creppsa.</p> <p>Article 2 – Mise en service de la retraite</p> <p>La retraite RRP consolidée² est déterminée en multipliant le nombre de points notifié à chaque nouveau retraité par la valeur du point en vigueur à la date de mise en service.</p> <p>La Creppsa en assure la mise en service, puis le versement, après avoir vérifié que les conditions de cette mise en service prévues ci-après sont remplies.</p>	<p>2006 et 20 octobre 2008.</p> <p style="text-align: center;">PREAMBULE</p> <p>Le présent règlement s'applique aux retraites RRP qui ont fait l'objet de la consolidation financière dans les conditions fixées par l'annexe I au protocole d'accord du 28 décembre 1995.</p> <p>Ce règlement est applicable au service des prestations de retraite à compter du 1^{er} janvier 1996¹.</p> <p>Article 1 – Expression des droits</p> <p>Les droits acquis au 31 décembre 1995, constatés conformément à l'annexe I au protocole d'accord du 28 décembre 1995, sont exprimés en un nombre de points.</p> <p>Article 2 – Mise en service de la retraite</p> <p>La retraite RRP consolidée² est déterminée en multipliant le nombre de points notifié à chaque nouveau retraité par la valeur du point en vigueur à la date de mise en service.</p> <p>La Crepsa en assure la mise en service, puis le versement, après avoir vérifié que les conditions de cette mise en service prévues ci-après sont remplies.</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>¹ Sous réserve de la date d'effet propre à chacun des aménagements intervenus ultérieurement.</p> <p>² Ci-après désignée, par commodité, « la retraite ».</p> <p>Les bénéficiaires sont tenus de fournir tous les renseignements qui leur sont demandés par B2V représentant la Crepps.</p> <p>La retraite est viagère, payable par trimestre civil et d'avance.</p> <p>L'entrée en jouissance est fixée au premier jour du mois suivant la date où le bénéficiaire, s'il satisfait aux dispositions du présent règlement, en a fait la demande. L'entrée en jouissance ne peut être antérieure au premier jour du mois suivant la date de cessation des fonctions alors exercées chez l'employeur.</p> <p>La retraite est réversible dans les conditions fixées ci-après (article 7).</p> <p>Article 3 – Age normal de la retraite</p> <p>L'âge normal de liquidation de la retraite est fixé à 65 ans.</p> <p>Article 4 – Retraite anticipée</p> <p>Le bénéficiaire a la faculté de demander la mise en service de sa retraite par anticipation à partir de l'âge de 60 ans.</p> <p>En cas de mise en service anticipée, la retraite déterminée comme il est dit à l'article 2, premier alinéa, est réduite de 1 % de son montant par trimestre ou fraction de trimestre restant à courir jusqu'à l'âge normal de la retraite. Toutefois, si l'anticipation est supérieure à trois ans, la</p>	<p>¹ Sous réserve de la date d'effet propre à chacun des aménagements intervenus ultérieurement.</p> <p>² Ci-après désignée, par commodité, « la retraite ».</p> <p>Les bénéficiaires sont tenus de fournir tous les renseignements qui leur sont demandés par B2V représentant la Crepsa.</p> <p>La retraite est viagère, payable par trimestre civil et d'avance.</p> <p>L'entrée en jouissance est fixée au premier jour du mois suivant la date où le bénéficiaire, s'il satisfait aux dispositions du présent règlement, en a fait la demande. L'entrée en jouissance ne peut être antérieure au premier jour du mois suivant la date de cessation des fonctions alors exercées chez l'employeur.</p> <p>La retraite est réversible dans les conditions fixées ci-après (article 7).</p> <p>Article 3 – Age normal de la retraite</p> <p>L'âge normal de liquidation de la retraite est fixé à 65 ans.</p> <p>Article 4 – Retraite anticipée</p> <p>Le bénéficiaire a la faculté de demander la mise en service de sa retraite par anticipation à partir de l'âge de 60 ans.</p> <p>En cas de mise en service anticipée, la retraite déterminée comme il est dit à l'article 2, premier alinéa, est réduite de 1 % de son montant par trimestre ou fraction de trimestre restant à courir jusqu'à l'âge normal de la retraite. Toutefois, si l'anticipation est supérieure à trois ans, la</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>réduction est de 1,25 % pour chacun des trimestres d'anticipation situés au-delà de la troisième année.</p> <p>Le bénéficiaire se trouvant en état d'incapacité au travail reconnu par la Sécurité sociale peut demander la mise en service de sa retraite entre 60 et 65 ans, sans qu'il lui soit fait application de la réduction pour anticipation.</p> <p>La reconnaissance de l'incapacité au travail par la Sécurité sociale après la mise en service de la retraite entraîne la révision, à la demande de l'intéressé, de sa retraite pour qu'il ne lui soit plus fait, pour l'avenir, application de la réduction pour anticipation.</p> <p>Les deux alinéas qui précèdent sont applicables également aux anciens déportés ou internés, titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance ou de la carte de déporté politique, ainsi qu'aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens combattants, lorsque le bénéfice de la même mesure leur est accordé dans le cadre des dispositions de l'article L.351-8 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p>Article 5 – Cas de maintien en activité au-delà de 65 ans</p> <p>En cas de maintien en activité au-delà de l'âge normal de la retraite, la mise en service de la retraite est différée jusqu'à la cessation d'activité.</p> <p>Article 6 – Versement unique</p> <p>Lorsque la retraite ou l'allocation de réversion est inférieure à cinquante points, celle-ci est attribuée sous forme d'un versement unique égal au montant obtenu en multipliant le nombre de ces points par un chiffre égal à huit fois la valeur du point applicable lors de la</p>	<p>réduction est de 1,25 % pour chacun des trimestres d'anticipation situés au-delà de la troisième année.</p> <p>Le bénéficiaire se trouvant en état d'incapacité au travail reconnu par la Sécurité sociale peut demander la mise en service de sa retraite entre 60 et 65 ans, sans qu'il lui soit fait application de la réduction pour anticipation.</p> <p>La reconnaissance de l'incapacité au travail par la Sécurité sociale après la mise en service de la retraite entraîne la révision, à la demande de l'intéressé, de sa retraite pour qu'il ne lui soit plus fait, pour l'avenir, application de la réduction pour anticipation.</p> <p>Les deux alinéas qui précèdent sont applicables également aux anciens déportés ou internés, titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance ou de la carte de déporté politique, ainsi qu'aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens combattants, lorsque le bénéfice de la même mesure leur est accordé dans le cadre des dispositions de l'article L.351-8 du Code de la Sécurité sociale.</p> <p>Article 5 – Cas de maintien en activité au-delà de 65 ans</p> <p>En cas de maintien en activité au-delà de l'âge normal de la retraite, la mise en service de la retraite est différée jusqu'à la cessation d'activité.</p> <p>Article 6 – Versement unique</p> <p>Lorsque la retraite ou l'allocation de réversion est inférieure à cinquante points, celle-ci est attribuée sous forme d'un versement unique égal au montant obtenu en multipliant le nombre de ces points par un chiffre égal à huit fois la valeur du point applicable lors de la</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>mise en service. Le chiffre multiplicateur ne peut cependant être supérieur au nombre maximum d'années possible de service de l'allocation, s'agissant des enfants à charge.</p> <p>Article 7 – Réversibilité de la retraite</p> <p>a) Droits du conjoint survivant</p> <p>En cas de décès d'un bénéficiaire, qu'il soit en retraite ou en activité de service, la veuve ou le veuf ayant au moins 60 ans a droit à une pension de réversion¹. Il en est de même si l'intéressé compte, au moment du décès de son conjoint, au moins deux enfants à charge, ou est invalide au sens de la législation de la Sécurité sociale.</p> <p>Cette pension est calculée sur la base de 60 % du nombre de points acquis par le conjoint décédé. Toutefois, elle peut être versée par anticipation entre 55 et 60 ans, en dehors des cas prévus ci-dessus. Son montant est alors fixé comme suit, en pourcentage des points acquis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 55 ans : 52 %, - à partir de 56 ans : 53,6 %, - à partir de 57 ans : 55,2 %, - à partir de 58 ans : 56,8 %, - à partir de 59 ans : 58,4 %. <p>Ces taux réduits ne s'appliquent pas lorsque le veuf ou la veuve a droit au bénéfice de la pension de réversion du régime d'assurance vieillesse de la Sécurité sociale.</p>	<p>mise en service. Le chiffre multiplicateur ne peut cependant être supérieur au nombre maximum d'années possible de service de l'allocation, s'agissant des enfants à charge.</p> <p>Article 7 – Réversibilité de la retraite</p> <p>a) Droits du conjoint survivant</p> <p>En cas de décès d'un bénéficiaire, qu'il soit en retraite ou en activité de service, la veuve ou le veuf ayant au moins 60 ans a droit à une pension de réversion¹. Il en est de même si l'intéressé compte, au moment du décès de son conjoint, au moins deux enfants à charge, ou est invalide au sens de la législation de la Sécurité sociale.</p> <p>Cette pension est calculée sur la base de 60 % du nombre de points acquis par le conjoint décédé. Toutefois, elle peut être versée par anticipation entre 55 et 60 ans, en dehors des cas prévus ci-dessus. Son montant est alors fixé comme suit, en pourcentage des points acquis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 55 ans : 52 %, - à partir de 56 ans : 53,6 %, - à partir de 57 ans : 55,2 %, - à partir de 58 ans : 56,8 %, - à partir de 59 ans : 58,4 %. <p>Ces taux réduits ne s'appliquent pas lorsque le veuf ou la veuve a droit au bénéfice de la pension de réversion du régime d'assurance vieillesse de la Sécurité sociale.</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>¹ Si le décès est intervenu entre le 17 mai 1990 et le 31 décembre 1995, le veuf bénéficie, à partir de 50 ans, d'une allocation de réversion, calculée sur la base des droits correspondant à la partie de carrière de la participante entre le 1^{er} janvier 1990 et la date du décès, selon la formule suivante :</p> $\frac{\text{Droits consolidés} \times \text{Fraction de la carrière concernée de la participante}^*}{\text{Durée totale des services validés}^*}$ <p>* avant bonification prévue au dernier alinéa de l'article 15-1/ du règlement du RRP.</p> <p>Pour le personnel décédé en activité de service, le montant de la pension de réversion est majoré de 10 % pour chaque enfant au-delà de deux, tant qu'il reste à la charge du conjoint survivant.</p> <p>b) Droits de l'ex-conjoint divorcé non remarié</p> <p>L'ex-conjoint divorcé non remarié d'un participant dont le décès est postérieur au 30 juin 1980 a droit à une pension de réversion sous réserve de remplir les conditions requises pour l'ouverture des droits au profit du conjoint survivant.</p> <p>Cette pension est calculée selon les mêmes règles que l'allocation attribuée au conjoint survivant, puis affectée du rapport entre la durée du mariage dissout par le divorce et la durée d'assurance du participant décédé, au sens des articles R.351-3 et R.351-4 du Code de la Sécurité sociale, et limitée à cent cinquante trimestres, sans que ce rapport puisse excéder 1.</p> <p>c) Coexistence de plusieurs ayants droit</p> <p>Les règles suivantes sont applicables s'agissant d'un participant dont le décès est postérieur au 30 juin 1980 :</p> <p>- En cas de pluralité d'ex-conjoints divorcés non remariés à la date</p>	<p>¹ Si le décès est intervenu entre le 17 mai 1990 et le 31 décembre 1995, le veuf bénéficie, à partir de 50 ans, d'une allocation de réversion, calculée sur la base des droits correspondant à la partie de carrière de la participante entre le 1^{er} janvier 1990 et la date du décès, selon la formule suivante :</p> $\frac{\text{Droits consolidés} \times \text{Fraction de la carrière concernée de la participante}^*}{\text{Durée totale des services validés}^*}$ <p>* avant bonification prévue au dernier alinéa de l'article 15-1/ du règlement du RRP.</p> <p>Pour le personnel décédé en activité de service, le montant de la pension de réversion est majoré de 10 % pour chaque enfant au-delà de deux, tant qu'il reste à la charge du conjoint survivant.</p> <p>b) Droits de l'ex-conjoint divorcé non remarié</p> <p>L'ex-conjoint divorcé non remarié d'un participant dont le décès est postérieur au 30 juin 1980 a droit à une pension de réversion sous réserve de remplir les conditions requises pour l'ouverture des droits au profit du conjoint survivant.</p> <p>Cette pension est calculée selon les mêmes règles que l'allocation attribuée au conjoint survivant, puis affectée du rapport entre la durée du mariage dissout par le divorce et la durée d'assurance du participant décédé, au sens des articles R.351-3 et R.351-4 du Code de la Sécurité sociale, et limitée à cent cinquante trimestres, sans que ce rapport puisse excéder 1.</p> <p>c) Coexistence de plusieurs ayants droit</p> <p>Les règles suivantes sont applicables s'agissant d'un participant dont le décès est postérieur au 30 juin 1980 :</p> <p>- En cas de pluralité d'ex-conjoints divorcés non remariés à la date</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>d'effet de la première liquidation d'une des allocations de réversion, si la durée totale des mariages est supérieure à la durée d'assurance du participant décédé prise dans la limite de cent cinquante trimestres, chacun d'eux est susceptible de recevoir une allocation de réversion dont le montant est déterminé selon les modalités prévues au profit du conjoint survivant, puis affecté du rapport entre la durée de son mariage avec le participant décédé et la durée globale des mariages dudit participant avec les ayants droit concernés ;</p> <p>- En cas de coexistence d'un conjoint survivant et d'un ou plusieurs ex-conjoints divorcés non remariés à la date d'effet de la première liquidation d'une des allocations de réversion, chaque conjoint et ex-conjoint est susceptible de recevoir une allocation de réversion dont le montant est déterminé selon les modalités de calcul prévues au § a) ci-dessus, puis affecté du rapport entre la durée de son mariage avec le participant décédé et la durée globale des mariages dudit participant avec les ayants droit concernés.</p> <p>Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> . le conjoint survivant marié avant le 13 janvier 1998 à un participant qui a divorcé avant le 1^{er} juillet 1980 d'un précédent conjoint reçoit une allocation calculée selon les modalités prévues au § a) ci-dessus, sans application du rapport susvisé ; . en cas de coexistence d'un conjoint survivant marié avant le 13 janvier 1998 et de conjoints divorcés, l'un divorcé avant le 1^{er} juillet 1980 et l'autre après le 30 juin 1980, le montant de l'allocation servie au conjoint survivant est déterminé selon les modalités de calcul prévues au § a) ci-dessus, puis affecté du rapport entre, d'une part, la somme des durées des mariages du 	<p>d'effet de la première liquidation d'une des allocations de réversion, si la durée totale des mariages est supérieure à la durée d'assurance du participant décédé prise dans la limite de cent cinquante trimestres, chacun d'eux est susceptible de recevoir une allocation de réversion dont le montant est déterminé selon les modalités prévues au profit du conjoint survivant, puis affecté du rapport entre la durée de son mariage avec le participant décédé et la durée globale des mariages dudit participant avec les ayants droit concernés ;</p> <p>- En cas de coexistence d'un conjoint survivant et d'un ou plusieurs ex-conjoints divorcés non remariés à la date d'effet de la première liquidation d'une des allocations de réversion, chaque conjoint et ex-conjoint est susceptible de recevoir une allocation de réversion dont le montant est déterminé selon les modalités de calcul prévues au § a) ci-dessus, puis affecté du rapport entre la durée de son mariage avec le participant décédé et la durée globale des mariages dudit participant avec les ayants droit concernés.</p> <p>Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> . le conjoint survivant marié avant le 13 janvier 1998 à un participant qui a divorcé avant le 1^{er} juillet 1980 d'un précédent conjoint reçoit une allocation calculée selon les modalités prévues au § a) ci-dessus, sans application du rapport susvisé ; . en cas de coexistence d'un conjoint survivant marié avant le 13 janvier 1998 et de conjoints divorcés, l'un divorcé avant le 1^{er} juillet 1980 et l'autre après le 30 juin 1980, le montant de l'allocation servie au conjoint survivant est déterminé selon les modalités de calcul prévues au § a) ci-dessus, puis affecté du

Texte actuel	Nouveau texte
<p>participant décédé avec le conjoint survivant et avec le conjoint divorcé avant le 1^{er} juillet 1980 et, d'autre part, la durée globale des mariages dudit participant.</p> <p>La suppression d'une allocation de réversion est sans effet sur le montant d'une autre allocation de réversion.</p> <p>d) Droits des enfants à charge orphelins de père et de mère</p> <p>Tout enfant à charge âgé de moins de 21 ans et devenant orphelin de père et de mère reçoit une allocation correspondant à 60 % du nombre de points acquis par le parent décédé participant. Cette allocation est versée, sans condition d'âge, à l'enfant reconnu invalide par la Cotorep avant l'âge de 21 ans et dont l'invalidité est supérieure à 80 % ou a donné droit à la délivrance de la carte d'invalid.</p> <p>S'il y a plusieurs enfants à charge, l'allocation est répartie entre eux par parts égales, chaque part ne pouvant être inférieure à 20 % du total.</p> <p>e) Dispositions communes</p> <p>En cas de cessation de l'état d'invalidité du bénéficiaire, la pension de réversion accordée avant l'âge normal de la retraite est suspendue jusqu'à ce que l'intéressé atteigne l'âge de 60 ans.</p> <p>La pension de réversion n'est pas versée ou cesse définitivement d'être due dans les cas suivants :</p> <p>- décès d'un bénéficiaire ne laissant pas d'ayant droit,</p>	<p>rapport entre, d'une part, la somme des durées des mariages du participant décédé avec le conjoint survivant et avec le conjoint divorcé avant le 1^{er} juillet 1980 et, d'autre part, la durée globale des mariages dudit participant.</p> <p>La suppression d'une allocation de réversion est sans effet sur le montant d'une autre allocation de réversion.</p> <p>d) Droits des enfants à charge orphelins de père et de mère</p> <p>Tout enfant à charge âgé de moins de 21 ans et devenant orphelin de père et de mère reçoit une allocation correspondant à 60 % du nombre de points acquis par le parent décédé participant. Cette allocation est versée, sans condition d'âge, à l'enfant reconnu invalide par la Cotorep avant l'âge de 21 ans et dont l'invalidité est supérieure à 80 % ou a donné droit à la délivrance de la carte d'invalid.</p> <p>S'il y a plusieurs enfants à charge, l'allocation est répartie entre eux par parts égales, chaque part ne pouvant être inférieure à 20 % du total.</p> <p>e) Dispositions communes</p> <p>En cas de cessation de l'état d'invalidité du bénéficiaire, la pension de réversion accordée avant l'âge normal de la retraite est suspendue jusqu'à ce que l'intéressé atteigne l'âge de 60 ans.</p> <p>La pension de réversion n'est pas versée ou cesse définitivement d'être due dans les cas suivants :</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<ul style="list-style-type: none"> - remariage de la veuve ou du veuf, ou de l'ex-conjoint divorcé, - expiration des conditions fixées pour le bénéfice de l'allocation d'orphelin. <p>Article 8 – Valeur du point</p> <p>La valeur du point est la même pour les retraites déjà liquidées avant le 1^{er} janvier 1996 et pour celles qui seront mises en service à compter de cette date. A la date du 1^{er} avril 2003, cette valeur est de 4,41 euros. Le montant de la retraite suit l'évolution de la valeur du point.</p> <p>Celle-ci est fixée chaque année par le conseil d'administration de la Creppsa après consultation de la Société d'assurances de consolidation des retraites de l'assurance (Sacra)¹ donnant lieu à l'établissement d'un rapport.</p> <p>Article 9 – Principes de revalorisation</p> <p>L'évolution annuelle de la valeur du point est au moins égale à celle de l'Arrco.</p> <p>La clause de sauvegarde prévue à l'article 10 ci-après s'appliquera cependant dès lors que l'évolution des paramètres démographiques et socio-économiques l'imposerait.</p> <p>Une provision de lissage est constituée dans les comptes de la Sacra. Cette provision est, chaque année, alimentée par les excédents éventuels dégagés par la gestion technique et financière des provisions mathématiques des rentes en cours de service et des retraites différées qui constituent le fonds de consolidation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - décès d'un bénéficiaire ne laissant pas d'ayant droit, - remariage de la veuve ou du veuf, ou de l'ex-conjoint divorcé, - expiration des conditions fixées pour le bénéfice de l'allocation d'orphelin. <p>Article 8 – Valeur du point</p> <p>La valeur du point est la même pour les retraites déjà liquidées avant le 1^{er} janvier 1996 et pour celles qui seront mises en service à compter de cette date. A la date du 1^{er} avril 2008, cette valeur est de 4,804 euros.</p> <p>Le montant de la retraite suit l'évolution de la valeur du point.</p> <p>Celle-ci est fixée chaque année par le directoire de la société d'assurances de consolidation des retraites de l'assurance (Sacra)¹, en application de l'article 15 - II, du présent règlement.</p> <p>Article 9 – Principes de revalorisation</p> <p>L'objectif est que l'évolution annuelle de la valeur du point soit au moins égale à celle de l'Arrco. La commission paritaire professionnelle se réunit annuellement pour examiner les conditions détaillées dans lesquelles cet objectif est atteint.</p> <p>La clause de sauvegarde prévue à l'article 10 ci-après s'appliquera cependant dès lors que l'évolution des paramètres démographiques et socio-économiques l'imposera.</p> <p>Une provision pour participation aux bénéfices est constituée dans les comptes de la Sacra. Cette provision est, chaque année, alimentée par les excédents éventuels dégagés par la gestion technique et financière des provisions mathématiques des rentes en cours de service et des</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>Cette provision sert, sous réserve de ce qui est dit à l'article 10, deuxième alinéa, ci-dessous, à financer le complément de revalorisation des retraites en cours de service et des provisions mathématiques des retraites en cours et différées lorsque le résultat de la gestion technique et financière ne permet pas d'opérer une revalorisation égale à celle de l'Arrco.</p> <p>¹ Société anonyme d'assurances vie régie par le Code des assurances. Son objet social exclusif est la gestion du fonds de consolidation des droits du RRP, en exécution du contrat souscrit auprès d'elle, à cet effet, par la Creppsa (société d'assurances prévue au 2.1/ de l'annexe I au protocole d'accord du 28 décembre 1995).</p> <p>Lorsque la provision de lissage, exprimée en pourcentage des provisions mathématiques des retraites en cours de service et des retraites différées, excède huit fois la moyenne des revalorisations opérées au cours des cinq exercices antérieurs, avec un minimum de 8 % desdites provisions mathématiques et un maximum de quatre fois le montant annuel des prestations, la revalorisation peut être supérieure à celle de l'Arrco.</p> <p>Article 10 – Clause de sauvegarde</p> <p>Chaque année, il est procédé, avant la fixation de la valeur du point, à un nouveau calcul des provisions mathématiques afférentes aux retraites en cours et aux retraites différées pour tenir compte des écarts éventuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre la mortalité observée et celle retenue dans les calculs initiaux ; 	<p>retraites différées qui constituent le fonds de consolidation.</p> <p>Cette provision sert, sous réserve de ce qui est dit à l'article 10, deuxième alinéa, ci-dessous, à financer la revalorisation des retraites en cours de service et des provisions mathématiques des retraites en cours et différées.</p> <p>¹ Société anonyme d'assurances vie régie par le Code des assurances. Son objet social exclusif est la gestion du fonds de consolidation des droits du RRP, en exécution du contrat souscrit auprès d'elle, à cet effet, par la FFSA et le GEMA (société d'assurances prévue au 2.1/ de l'annexe I au protocole d'accord du 28 décembre 1995).</p> <p>Lorsque la provision pour participation aux bénéfices, exprimée en pourcentage des provisions mathématiques des retraites en cours de service et des retraites différées, excède six fois la moyenne des revalorisations opérées au cours des dix exercices antérieurs, avec un minimum de 8 % desdites provisions mathématiques et un maximum de quatre fois le montant annuel des prestations, la revalorisation peut être supérieure à celle de l'Arrco.</p> <p>Article 10 – Clause de sauvegarde</p> <p>Chaque année, il est procédé, avant la fixation de la valeur du point, à un nouveau calcul des provisions mathématiques afférentes aux retraites en cours et aux retraites différées pour tenir compte des écarts éventuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre la mortalité observée et celle retenue dans les calculs initiaux ; - entre les comportements socio-économiques observés chez les bénéficiaires et ceux anticipés dans les calculs initiaux ;

Texte actuel	Nouveau texte
<p>- entre les comportements socio-économiques observés chez les bénéficiaires et ceux anticipés dans les calculs initiaux ;</p> <p>- entre les rendements financiers et le taux technique choisi initialement pour le calcul des provisions mathématiques.</p> <p>Si ce nouveau calcul aboutit à un montant supérieur à celui qui résulte de l'utilisation des paramètres précédemment utilisés, la provision de lissage est prioritairement affectée aux provisions mathématiques et des mesures de sauvegarde sont à prendre par la Sacra en accord avec le conseil d'administration de la Creppsa.</p> <p>Les mesures de sauvegarde nécessaires sont prises dans les mêmes conditions si, pendant plusieurs années consécutives, des prélèvements ont dû être opérés sur la réserve de lissage pour permettre la revalorisation du point.</p> <p>Article 11 – Modalités de suivi de la gestion du fonds de consolidation</p> <p>La Sacra assume les décisions de placement des actifs du fonds de consolidation qu'elle gère.</p> <p>Elle est assistée, à cet effet, par la commission financière de la Creppsa qui est consultée sur les orientations à donner à la politique de placement.</p> <p>La Sacra et la commission financière présentent, chaque année, au conseil d'administration de la Creppsa, un rapport sur les résultats de la gestion technique et financière du fonds de consolidation.</p>	<p>- entre les rendements financiers et le taux technique choisi initialement pour le calcul des provisions mathématiques.</p> <p>Si ce nouveau calcul aboutit à un montant supérieur à celui qui résulte de l'utilisation des paramètres précédemment utilisés, la provision pour participation aux bénéfices est prioritairement affectée aux provisions mathématiques et des mesures de sauvegarde sont à prendre par le directoire de la Sacra en accord avec son conseil de surveillance.</p> <p>Les mesures de sauvegarde nécessaires sont prises dans les mêmes conditions si, pendant plusieurs années consécutives, des prélèvements ont dû être opérés sur la provision pour participation aux bénéfices pour permettre la revalorisation du point qui entraînerait une variation négative de ladite provision.</p> <p>Article 11 – Modalités de suivi de la gestion du fonds de consolidation</p> <p>La Sacra assume les décisions de placement des actifs du fonds de consolidation qu'elle gère.</p> <p>Le conseil d'administration de la Crepsa est informé annuellement des conditions d'équilibre, ainsi que des perspectives d'évolution du régime. Cette information est délivrée par le président du conseil d'administration de la Crepsa sur la base d'un rapport remis par le directoire de la Sacra.</p> <p>Article 12 – Information des participants</p> <p>La Crepsa informe chaque année les participants actifs et retraités :</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>Article 12 – Information des participants</p> <p>La Creppsa transmet, chaque année, aux participants actifs et retraités, une information sur les résultats de la gestion technique et financière du fonds de consolidation.</p> <p>Article 13 – Incidences sur la convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d’assurances du 5 mars 1962, ses annexes et avenants</p> <p>Les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du titre IV de la convention du 5 mars 1962, - du règlement du régime de retraite professionnel du personnel des sociétés d’assurances du 30 juin 1978 pris en application du titre IV précité, <p>sont caduques à compter du 1^{er} janvier 1996.</p> <p>Article 14 – Dispositions diverses</p> <p>Les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessus sont applicables aux cas de réversion de la retraite survenant postérieurement au 31 décembre 1995.</p> <p>Article 15 – Dispositions provisoires</p> <p>1/ La réduction pour anticipation prévue à l’article 4, deuxième alinéa, n’est pas appliquée aux retraites dont la mise en service intervient du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 2008, dès lors que le bénéficiaire :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - du nombre de points qu’ils possèdent ; - de la valeur du point au 1^{er} janvier de l’exercice ; - de la revalorisation du point ; - de la participation aux bénéfices techniques et financiers ; - du taux moyen de rendement des actifs détenus en représentation des engagements. <p>Article 13 – Incidences sur la convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d’assurances du 5 mars 1962, ses annexes et avenants</p> <p>Les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du titre IV de la convention du 5 mars 1962, - du règlement du régime de retraite professionnel du personnel des sociétés d’assurances du 30 juin 1978 pris en application du titre IV précité, <p>sont caduques à compter du 1^{er} janvier 1996.</p> <p>Article 14 – Dispositions diverses</p> <p>Les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessus sont applicables aux cas de réversion de la retraite survenant postérieurement au 31 décembre 1995.</p> <p>Article 15 – Dispositions provisoires</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<ul style="list-style-type: none"> - est âgé d'au moins 60 ans à la date d'effet de la mise en service ; - a obtenu la liquidation : <ul style="list-style-type: none"> . de sa pension de vieillesse auprès du régime général de la Sécurité sociale, au taux plein, en application de l'article L.351-1 du Code de la Sécurité sociale, . de sa retraite Arrco et, s'il y a lieu, Agirc, en application des accords nationaux interprofessionnels des 1^{er} septembre 1990, 30 décembre 1993, 23 décembre 1996, 10 février 2001, 3 septembre 2002, 20 juin 2003, 13 novembre 2003, et des mesures prises par ces régimes pour leur application ; - justifie de trente-quatre années et cinq mois de services décomptés en prenant en considération : <ul style="list-style-type: none"> a) les périodes d'activité effectives en tant que salarié ayant donné lieu à l'acquisition de droits dans le régime de retraite professionnel jusqu'au 31 décembre 1995, et, postérieurement à cette date, les années en tant qu'employé ou cadre (Convention collective nationale du 27 mai 1992), inspecteur (Convention collective nationale du 27 juillet 1992) ou cadre de direction (accord du 3 mars 1993) ; b) les périodes de réserve obligatoires ; c) les périodes d'arrêt de travail, maladie, accident ou maternité, donnant lieu au versement d'allocations journalières par l'employeur ; d) les périodes d'attribution d'indemnités journalières ou d'une pension d'invalidité au titre du régime professionnel de prévoyance. 	<p>I – Retraite anticipée – Réversibilité de la retraite</p> <p>1) La réduction pour anticipation prévue à l'article 4, deuxième alinéa, n'est pas appliquée aux retraites dont la mise en service intervient du 1^{er} janvier 1996 au 1^{er} avril 2009 inclus, dès lors que le bénéficiaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est âgé d'au moins 60 ans à la date d'effet de la mise en service ; - a obtenu la liquidation : <ul style="list-style-type: none"> . de sa pension de vieillesse auprès du régime général de la Sécurité sociale, au taux plein, en application de l'article L.351-1 du Code de la Sécurité sociale, . de sa retraite Arrco et, s'il y a lieu, Agirc, en application des accords nationaux interprofessionnels des 1^{er} septembre 1990, 30 décembre 1993, 23 décembre 1996, 10 février 2001, 3 septembre 2002, 20 juin 2003, 13 novembre 2003, 16 juillet 2008, et des mesures prises par ces régimes pour leur application ; - justifie de trente-quatre années et cinq mois de services décomptés en prenant en considération : <ul style="list-style-type: none"> a) les périodes d'activité effectives en tant que salarié ayant donné lieu à l'acquisition de droits dans le régime de retraite professionnel jusqu'au 31 décembre 1995, et, postérieurement à cette date, les années en tant qu'employé ou cadre (Convention collective nationale du 27 mai 1992), inspecteur (Convention collective nationale du 27 juillet 1992) ou cadre de direction (accord du 3 mars 1993) ;

Texte actuel	Nouveau texte
<p>Toutefois, pour les ex-cotisants ayant quitté la profession avant le 1^{er} avril 1962, ne sont retenues que les périodes postérieures à la titularisation ou à une durée de douze mois chez un même employeur.</p> <p>Les périodes sont décomptées par année et mois.</p> <p>Pour le calcul de la condition de trente-quatre années et cinq mois, la durée totale de service au sens des a), b), c) et d) ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> . est majorée de 6 % si cette durée totale est au moins égale à vingt-sept années ; . est majorée de 0,50 % par année au-delà de la quinzième, si cette durée totale est inférieure à vingt-sept années, mais au moins égale à seize années. <p>2/ Pour l'application de l'article 7 ci-dessus, l'âge à partir duquel un veuf ou une veuve peut bénéficier d'une pension de réversion sans abattement est fixé à 58 ans pour la période allant du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 2008.</p> <p>Pour cette même période, le montant de la pension de réversion est fixé comme suit, si celle-ci est versée par anticipation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 55 ans : 55,2 %, - à partir de 56 ans : 56,8 %, 	<ul style="list-style-type: none"> b) les périodes de réserve obligatoires ; c) les périodes d'arrêt de travail, maladie, accident ou maternité, donnant lieu au versement d'allocations journalières par l'employeur ; d) les périodes d'attribution d'indemnités journalières ou d'une pension d'invalidité au titre du régime professionnel de prévoyance. <p>Toutefois, pour les ex-cotisants ayant quitté la profession avant le 1^{er} avril 1962, ne sont retenues que les périodes postérieures à la titularisation ou à une durée de douze mois chez un même employeur.</p> <p>Les périodes sont décomptées par année et mois.</p> <p>Pour le calcul de la condition de trente-quatre années et cinq mois, la durée totale de service au sens des a), b), c) et d) ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> . est majorée de 6 % si cette durée totale est au moins égale à vingt-sept années ; . est majorée de 0,50 % par année au-delà de la quinzième, si cette durée totale est inférieure à vingt-sept années, mais au moins égale à seize années. <p>2) Pour l'application de l'article 7 ci-dessus, l'âge à partir duquel un veuf ou une veuve peut bénéficier d'une pension de réversion sans abattement est fixé à 58 ans pour la période allant du 1^{er} janvier 1996 au 1^{er} avril 2009 inclus.</p> <p>Pour cette même période, le montant de la pension de réversion est</p>

Texte actuel	Nouveau texte
<p>- à partir de 57 ans : 58,4 %.</p> <p>3/ La commission paritaire nationale se réunira au cours du deuxième semestre de l'année 2008 pour déterminer si les mesures provisoires ci-dessus pourront être ou non prorogées au-delà du 31 décembre 2008.</p>	<p>fixé comme suit, si celle-ci est versée par anticipation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 55 ans : 55,2 %, - à partir de 56 ans : 56,8 %, - à partir de 57 ans : 58,4 %. <p>3/ La commission paritaire professionnelle se réunira au cours du premier trimestre 2009 pour déterminer si les mesures provisoires ci-dessus pourront être ou non prorogées au-delà du 1^{er} avril 2009.</p> <p>II – Principes de revalorisation de la valeur du point</p> <p>Au cours du premier trimestre 2009, la commission paritaire professionnelle mettra en place un groupe de travail paritaire chargé d'examiner les critères de fixation de la valeur du point pour les années 2009, 2010 et 2011. Pour ce faire, il sera informé des conditions d'équilibre, ainsi que des perspectives d'évolution du régime, sur la base d'un rapport établi par le directoire de la Sacra.</p> <p>Il examinera les différents paramètres de revalorisation de la valeur du point, notamment le nombre d'années pris en compte pour calculer la moyenne des revalorisations antérieures, les niveaux des seuils de revalorisation et les paramètres pris en compte au-delà de la provision pour participation aux bénéfices pour apprécier l'atteinte de ces seuils. Cet examen visera à améliorer les possibilités de revalorisation supérieure à la valeur du point Arrco.</p> <p>La commission paritaire professionnelle se réunira au cours du dernier semestre de l'année 2011 pour faire le point de l'application des dispositions de l'article 9, cinquième alinéa, du règlement du Régime de retraite professionnel et déterminer si elles peuvent, ou non, être</p>

Texte actuel	Nouveau texte
	reconduites pour la période triennale allant du 1 ^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014.